

ADRESSE PARIS (2^e) : 142, Rue Montmartre. ADRESSE TELEGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS. TELEPHONE : GUTENBERG 02-57 02-69. PUBLICITE ANONCES : 10 Rue Réaumur - Téléphone 226-10.

L'Humanité

ABONNEMENTS

Paris	1 an	6 mois	3 mois	1 mois
France et Colonies	18 fr.	9 fr.	4 50	1 50
Étranger	24	10 50	5 25	1 75
Union Postale	31	16 50	9	

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DE LA SEINE AUX TRAVAILLEURS

Résolution adoptée au Congrès de Saint-Denis le 23 février 1913

A peine avons-nous échappé, il y a quelques mois, aux menaces de conflit européen surgissant de la question d'Orient, que, de nouveau, renaissent les difficultés et, avec elles, les possibilités de guerre.

Les pangermanistes, chauvins d'Allemagne, et les nationalistes, chauvins de France, s'efforcent, à qui mieux mieux, par leurs journaux, d'exciter l'opinion publique de l'un et de l'autre pays.

Les gouvernements menacent d'accroître encore le nombre des hommes encasernés et, avec lui, le poids des dépenses militaires.

Ainsi espère-t-on, sans doute, par ces excitations, rapprocher le moment où l'idée d'une guerre pourrait être acceptée par les peuples des deux pays.

C'est le devoir des socialistes de demander aux travailleurs de s'opposer de toutes leurs forces à ces desseins criminels.

Pour la vraie sauvegarde de la France.

Pour l'indépendance des nations.

Pour le Paix du monde.

EN PLEIN ACCORD AVEC LES SOCIALISTES D'ALLEMAGNE.

Nous réclamons :

- 1° Le RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND ;
- 2° L'ARBITRAGE INTERNATIONAL étendu à tous les conflits ;
- 3° Les MILICES NATIONALES substituées aux armées de caserne ;
- 4° L'obligation pour les classes privilégiées de payer, par un IMPOT SUR LA RICHESSE, les monstrueuses dépenses militaires dont le peuple est écrasé.

Contre LE SERVICE DE TROIS ANS

Pour L'ARMEMENT GÉNÉRAL DU PEUPLE

Suivre les réunions organisées par les sections socialistes.

Lire tous les jours la campagne faite par l'Humanité, journal socialiste.

LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DE LA SEINE.

La Lutte CONTRE le Poison

« Vous êtes le rempart de la dignité et de la prospérité nationales ».

AINSI DIT UN MINISTRE AUX MARCHANDS DE VINS

Or, l'Alcoolisme, la Criminalité et la Mortalité vont augmentant à la fois

L'action des groupements qui se sont donné pour tâche de réfréner l'alcoolisme se fait plus énergique à mesure que les pouvoirs publics, ou plutôt certains hommes revêtus d'un caractère officiel, s'ingénient à honorer l'alcoolisme en la personne des débauchés.

Après M. Lépine, c'est M. le ministre David qui, banquetant en compagnie des marchands de vins, les écrasés de l'impôt, proclamait qu'à eux devait aller « la confiance de sa responsabilité » et ajoutait : « Vous êtes le rempart de la dignité et de la prospérité nationales ».

Simplement. En réponse la Ligue nationale contre l'alcoolisme couvre les murs de Paris de ses papillons multicolores qui, en phrases courtes et saisissantes, en formules lapidaires, dénoncent les crimes de l'alcool. D'ardents jeunes hommes, animés du patriotisme le plus pur puisqu'ils se donnent pour but d'enrayer le fléau d'alcoolisme qui désolait et affaiblissait la France, se réunissent en Groupes d'action et entreprennent par tous les moyens : affiches, conférences, démonstrations, la lutte antialcoolique. Rien de plus réconfortant que ces groupements où se rencontrent des représentants de la classe ouvrière et d'une fraction éclairée de la bourgeoisie, étudiants, artistes, travailleurs manuels. Les uns, rognant la durée de leur sommeil, collent les affiches, les autres crient par les rues la bonne presse tempérante, notamment l'excellente *Pensée ouvrière*, de Jules Hayaux ; d'autres organisent des conférences et des meetings. Méthodiquement, ils étendent leur ardeur propagandiste sur Paris et sa banlieue. En ce moment, ils « travaillent » le dix-huitième arrondissement ; bientôt ils s'abandonneront au septième. Et des groupes

LA GUERRE CIVILE AU MEXIQUE

FRANCISCO MADERO et PINO SUAREZ sont Fusillés accidentellement

Avait-on simulé une tentative pour les délivrer au moment où on les conduisait à la prison ?

DIX MILLE HOMMES SOULEVÉS MARCHERAIENT SUR LA CAPITALE

L'agence Havas a reçu hier, de son correspondant à New-York, la dépêche suivante :

New-York, 23 février. — Une dépêche de Mexico annonce que pendant qu'on transportait en automobile M. Madero et Suarez du Palais national à la prison, une tentative ayant été faite pour les délivrer, ils ont été fusillés. Deux des assaillants de l'automobile ont été également tués. La nouvelle est confirmée par le président Huerta.

Comme on le sait, Madero et l'ancien vice-président Pino Suarez avaient été faits prisonniers par le général Huerta. Ils avaient été gardés dans le Palais national, leurs anciens bureaux ayant été transformés en cabinets de réflexion.

C'est seulement hier que le nouveau gouvernement a décidé leur transfert dans un pénitencier.

La tentative faite pour les délivrer dont parle la dépêche, aurait-elle été simulée pour fournir au général Huerta et à ses acolytes un prétexte de se débarrasser accidentellement de deux adversaires gênants ?

L'hypothèse n'a rien d'in vraisemblable étant donné la façon toute particulière qu'on a au Mexique de faire de la « politique ».

En tout cas, la mort de Madero — pour le sort duquel les États-Unis étaient intervenus auprès du général Huerta, — sera



SIX FRÈRES ENGAGÉS DANS LES TROUPES REVOLUTIONNAIRES Ils emportent dans des bandouillères et des ceintures toute une provision de cartouches

certainement une nouvelle cause de complication dans cette inextricable imbricolure mexicaine

Complications

L'ordre est loin d'être rétabli à l'intérieur, et l'exécution de Madero et de Pino Suarez n'est pas faite pour amener l'apaisement.

Les dépêches de source américaine annoncent, d'autre part, que le général Figueroa, inspecteur général de la garde rurale, s'est soulevé contre le président provisoire, le général Huerta, et marcherait avec 10.000 hommes contre la capitale.

Un mouvement insurrectionnel aurait éclaté à Veracruz.

Dans une dizaine d'États, sur les vingt-sept qui forment la Confédération mexicaine, on remarque une réaction hostile au nouveau gouvernement.

Une dépêche de New-York à l'agence Havas annonce qu'une bande de 400 insurgés du Sud-est est entrée dans le village d'Ozama, où elle a pillé et brûlé les édifices publics.

Les insurgés ont repoussé, sans éprouver

de grandes pertes, une force fédérale que l'on avait envoyée contre eux d'Amecameca. Ils ont déclaré à l'envoyé du gouvernement provisoire qu'ils reconnaissent le plan de San-Luis-de-Potosi — qui était le programme de l'ex-président Madero, comportant la réforme agraire et le partage des terres — dans la forme modifiée à Tacubaya.

C'est la condition qu'ils mettent à l'élection comme président, de M. Emilio Vasquez Gomez.

On pourrait résumer ainsi la situation : La révolte continue dans plusieurs parties du pays. Trois candidats sont en présence pour la prochaine élection présidentielle : les généraux Félix Diaz et Huerta et M. Emilio Vasquez Gomez. Et encore nous ne savons rien des intentions d'Orozco et d'Emiliano Zapata.

Comme tous ces personnages sont chefs de bande et disposent d'une force armée plus ou moins considérable, il est plus probable que les candidats qui resteront sur le carreau continueront à guerroyer dans les régions où ils ont des partisans. Pauvre Mexique !

REACTION FUNESTE

Si les fantômes du nationalisme renaissant et les grands patriotes de la presse à tapage s'imaginent vraiment que par le service de trois ans ils vont garantir et relever la France, il faut plaindre leur aveuglement. Socialement, le service de trois ans sera un impôt accablant sur le travail, sur la famille ajournée, sur la natalité amoindrie. Militairement, il sera une force de corruption, de paresse et de dégoût.

Depuis des années, la France ne demande à ses citoyens que deux ans de service à la caserne. Depuis des années les méthodes d'instruction et d'éducation ont été adaptées à cette durée. Si donc on les retient une année encore, on sera obligé de leur avouer qu'on ne les garde pas pour compléter leur éducation militaire, mais seulement pour grossir les effectifs encasernés. Ce ne sera pas une année d'instruction, mais une année de présence forcée, sans valeur éducative. Et alors de trois choses l'une : ou ces soldats de la troisième année ne feront rien, et ce sera un apprentissage de crapuleuse paresse qui les gètera jusqu'au fond de l'âme et qui ira croquer, par contagion, les hommes des deux premières classes, ou bien les soldats de troisième année seront astreints à répéter les exercices dont on les aura déjà saturés dans la monotonie des deux premières ; et ce sera pour eux si fastidieux, si écoeurant, qu'ils en auront la nausée, qu'ils prendront la vie militaire en dégoût et que ce dégoût se communiquera aux classes antérieures. Ou enfin, pour prévenir l'ennui des répétitions indéfinies, on dilatera sur trois années l'éducation militaire.

C'est impossible, puisque maintenant il faut que l'instruction du soldat soit complète, au bout de cinq mois, afin que la recrue d'octobre soit utilisable au printemps. Mais si on s'y décidait, si on répartissait sur trois années la série des exercices, l'armée de caserne cesserait d'être utilisable au jour du péril, et il y aurait d'ailleurs dans toute l'éducation de caserne ainsi prolongée artificiellement et retardée par système, une lenteur, une langueur, une débilité qui feraient de l'armée française une masse atone, échauffourée et éteinte. Il n'y a pas un officier sérieux et vraiment éducateur qui ne soit épouvanté d'avance des conséquences fatales de ce régime et il faudrait créer d'imbécillité ou de trahison les hommes qui oseraient le proposer à la France.

Et ce n'est là encore qu'un des moindres dangers de l'entreprise de réaction militaire qui se développe. Nous aurons l'occasion de marquer les autres. Je veux seulement noter aujourd'hui que les réacteurs sont déjà punis de leur péché contre la France et la démocratie par son énormité même. Ils n'ont même pas la force d'attendre que leur mauvais coup soit accompli pour révéler ce qu'il y a de sordide dans leur pensée, et quel appétit de privilège gèle en leur nationalisme.

Au début de leur campagne, ils s'écriaient, comme en une sainte fureur de sacrifice universel : « Oui, trois ans, mais trois ans pour tous, sans dispense aucune, sans inégalité aucune, sans privilège aucun. Qu'on n'invoque pas les intérêts économiques. Qu'on n'invoque pas les nécessités intellectuelles. La règle du devoir est inflexible : trois ans pour tous ».

Quelques jours à peine sont passés, et voici que ce zèle d'égalité sainte com-



Reproduction d'une affiche répandue par la Ligue nationale contre l'alcoolisme

analogues s'organisent dans les départements.

C'est par des chiffres que notre camarade Lafont, le docteur des bistrotiers révoltés de Elmirny, répond aux impudentes péroraisons du policier en mal de population, du ministre en mal d'appuis électoraux. Il les produit en une conférence donnée à l'École des Hautes Etudes Sociales et dont le retentissement est considérable. Il établit le rapport direct, évident entre l'alcoolisme et le crime. Un des États de l'Amérique du Nord, le Dakota, a prohibé l'alcool. Aussitôt l'échelle des crimes et délits accusés les dépassa suivantes :

	Dans six petites villes	Dans sept grandes villes
Irresse	119	1492
Coups, batailles	223	335
Autres causes	192	1545

Rien n'est permis mieux d'apprécier l'œuvre de moralisation de l'antialcoolisme.

Rien n'est permis mieux d'en saisir l'œuvre d'hygiène et de salubrité que les chiffres produits par notre excellent camarade Gaubert, infirmier à Ville-Evard, l'asile où les alcooliques parisiens accomplissent leur dernière étape avant la mort. En 1910 on consommait 1.399.314 hectolitres d'alcool pur imposé. En 1911, on en consommait 1.574.018 hectolitres. Augmentation de 12,5 %.

Voilà comment, d'après les ministres de la République, on sert « la dignité et la prospérité nationales ».

La lutte contre l'alcool s'impose avec plus d'acharnement que jamais, à l'heure où les marchands de poison bénéficient des appuis officiels proclamés : L.-M. B.

INDISPENSABLES A TOUS

GUIDE de l'ouvrier victime d'un accident du travail, franco, 0 fr. 30.

GUIDE du salarié devant le conseil des prud'hommes, franco, 0 fr. 30.

GUIDE ouvrier sur les retraites ouvrières, franco, 0 fr. 30.

Les trois guides ensemble, franco 0 fr. 85.

En vente à la Librairie de l'Humanité, 141, rue Montmartre.

NOTES CONFUSIONNISTES

Un journal propose qu'en don de joyeux avènement à M. Poincaré, les Chambres retirent au président de la République le droit de faire grâce aux condamnés ; c'est là une opinion qui peut, à la rigueur, se soutenir.

Il propose ensuite de confier désormais ce droit à l'actuelle commission des grâces — et cela, ce serait simplement haïssable !

Qu'une personnalité en vue comme le président de la République, moralement sinon constitutionnellement responsable de ses actes devant l'opinion, soit juge suprême dans la terrible question de savoir si on tuera un homme ou si on ne le tuera pas, la raison le tolère sans grand effort ! Mais que ce pouvoir extrême soit délégué à trois anonymes ronds-de-cuir, si haut placés soient-ils dans l'administration ou la magistrature, c'est ce qui serait inadmissible, monstrueux !

Voilà ces trois bureaucrates se réunissant autour de leurs cartons verts et décidant impunément de la mort d'un homme en roulant une cigarette ?

Le droit de grâce est logiquement et ne peut être qu'une prérogative du souverain ; et le souverain c'est le roi dans les États monarchiques et le peuple dans les autres. Ce qui revient à dire qu'en république le droit de grâce ne peut être exercé que par le pouvoir législatif, directement élu par le peuple, ou par le chef de l'État — suivant qu'on accorde la prédominance à la notion démocratique ou à la notion du pouvoir personnel. Toute autre solution est antijuridique, absurde, et ne relève que du gâchis et de la confusion.

Que si on objecte qu'on ne voit pas bien une assemblée législative votant sur la grâce d'un condamné, je réponds que c'est pourtant ce qui se passe sans difficultés dans certains pays — et qu'au surplus, il ne semblerait pas plus ridicule de voir la Chambre décréter une grâce que le Sénat réuni en Haute-Cour juger des complots contre la sûreté de l'État. — VICTOR SNELL.

ÉCHOS PAS AIMABLE !

Notre spirituel confrère terminait ainsi le compte rendu de la fatigante journée de M. Poincaré qui, après avoir dîné chez M. Cochéry, s'en fut successivement à trois bals :

— Avant minuit, il traversait le bal de l'Hôtel de Ville, qui avait attiré dans ses salons impénétrables une foule redoutable et mélangée.

À une heure du matin, le président rentrait à l'Élysée et murmurait en rentrant dans sa chambre :

— Out ! Enfin seul...

Ce n'est peut-être pas très aimable pour Mme Poincaré ?

LA MESALLIANCE

On annonce à grand scandale à Pétersbourg, que le grand-duc André, Wladimirovitch, le plus jeune des fils du grand-duc Wladimir, est parti avec une certaine danseuse du corps de ballet impérial, dans l'intention de l'épouser malgré la volonté du tsar Nicolas opposé à cette mésalliance.

« Mésalliance » ?

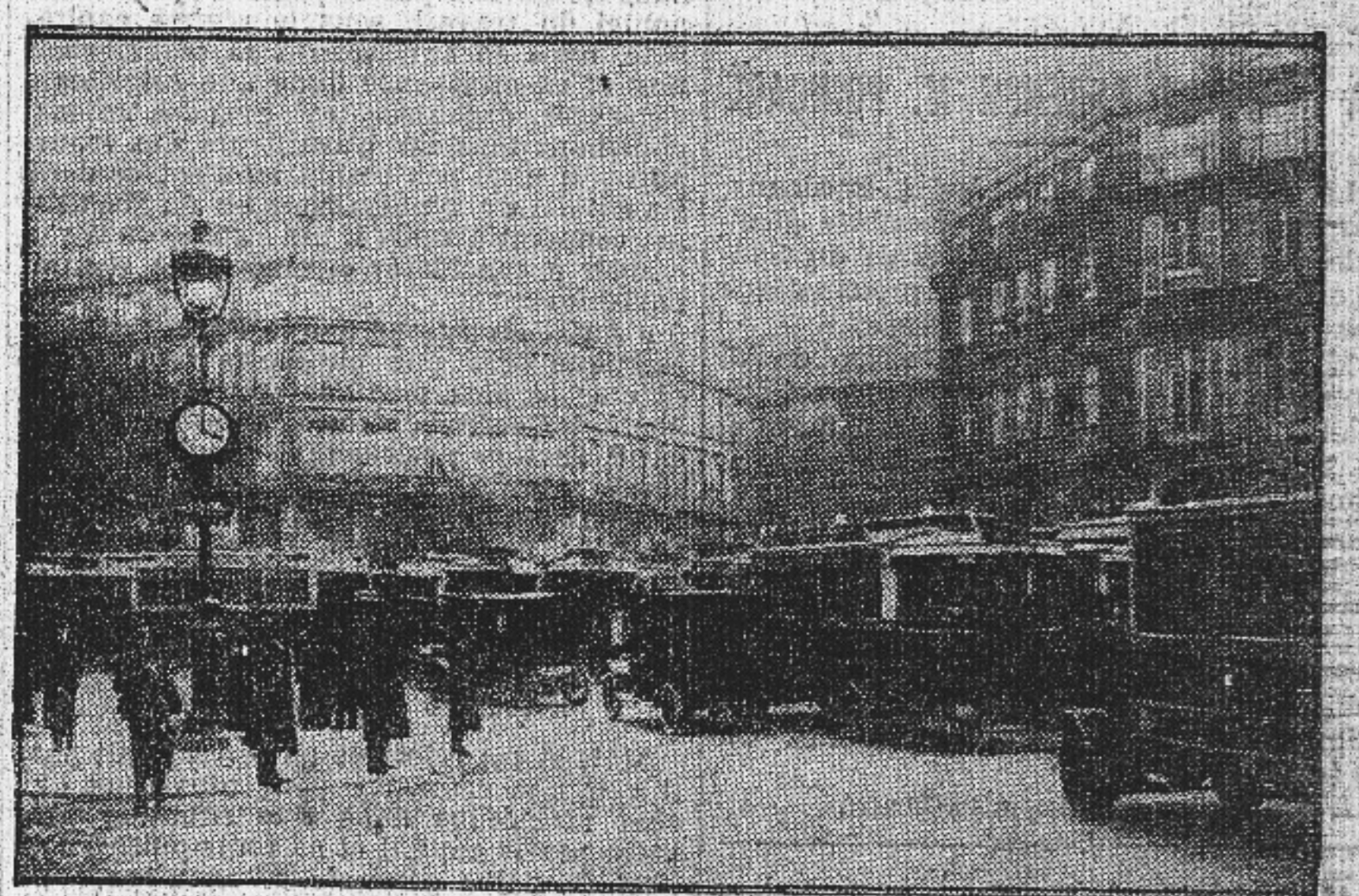
Il n'est pas sans intérêt de rappeler à ce propos que cette même danseuse a été successivement la maîtresse du Tsar lui-même, du grand-duc Serge, et de plusieurs autres grands-ducs frères et cousins.

Le petit Wladimir semble avoir, au contraire, un sentiment très développé de la famille... et il y a certainement incertitude à parler de « mésalliance » ?

LES EMBARRAS DE PARIS

Les rues sont trop étroites pour une circulation intensive

MAIS POURQUOI LA POLICE VEUT-ELLE FAIRE TOUJOURS LE CHAUFFEUR RESPONSABLE ?



UN ENGORGEMENT RUE DE RIVOLI, PRÈS DU LOUVRE

Après une heure, la nuit, il semble au Parisien qui circule en automobile qu'on vient d'abaisser des barrières, d'ouvrir les voies. Le long des avenues rectilignes et larges la voiture roule enfin à allure d'automobile. Alors, mais alors seulement, le voyageur dans le taxi peut se détendre et penser à autre chose qu'à la machine qui va surgir au premier croisement de rues.

Engorgement

Mais de la huitième heure jusqu'à la vingt-quatrième heure, circuler à la surface dans un véhicule, hippomobile, automobile, quel qu'il soit, c'est courir au devant de l'obstacle, c'est chercher la difficulté. On peut dire que, de huit heures du matin jusqu'à minuit, il n'y a pas, entre le Père-Lachaise et le Parc-Monceau, entre la hauteur de Montmartre et celle du Montparnasse, un croisement de voies où le véhicule qui débouche ne rencontre un autre véhicule arrivant perpendiculairement, au même point, au même instant. Au fur et à mesure qu'on se rapproche du centre de la ville, c'est par cinq, dix, vingt, c'est par masses que les véhicules s'affrontent à tous les carrefours.

Assis à côté du chauffeur, je parcourus en taxi des voies du centre, entre trois heures et sept heures. On avance par petites courses successives de quarante mètres, soixante mètres. Il est rare qu'on puisse courir cent mètres sans débayer. On ne fait pas un kilomètre sans tomber dans l'engorgement.

Cinq heures et demie. Notre taxi est enfoncé au plein milieu d'une quantité d'autres véhicules automobiles, entre la Madeleine et le refuge que surveille Jules Simon. Il y a là quatre autobus qui ne peuvent gagner l'arrêt devant lequel d'autres autobus paraissent être eux-mêmes immobilisés. Aucune issue devant ni derrière et, sur la gauche, les grosses voitures Madeleine-Bastille, en station, forment un rempart impénétrable. Seule la voie du camélot qui s'écroule à Paris-Sport, domine le carrefour des moutons. Je ne saurais jamais quel obstacle nous a retenus là jusqu'à cinq heures et demie. Mais nous n'allons pas loin : deux minutes à la hauteur d'immobilisés, deux minutes à la hauteur de la rue. Scribe nous attendons soixante-cinq secondes avant de pouvoir traverser

la place de l'Opéra. On va très lentement jusqu'à la rue Laitout. A la porte Saint-Denis, nouvel arrêt prolongé ; je compte quarante-trois véhicules hippomobiles et automobiles, arrêtés par une file de camions qui sortent de la porte Saint-Denis et traversent le boulevard au pas. A la hauteur du « Sébasto », un châtier est ouvert en pleine chaussée ; autrefois c'étaient les abîmes du Métro qui gênaient la circulation ; maintenant, c'est la construction de caniveaux souterrains pour les tramways. Bref, nous mettons 25 minutes pour aller de la Madeleine à la place de la République... en auto.

Paris est trop étroit

Et ce n'est pas sur les boulevard que la circulation est la plus difficile. C'est dans d'autres voies bien plus étroites qu'on voit les pires engorgements.

Les causes les plus variées déterminent l'engorgement : châtier ouvert en pleine chaussée ; chariot dont une roue s'est enfoncée dans l'interstice ménagé entre la bordure du trottoir et le pavé de bois ; voitures venant en sens inverse et qui se sont engagées en même temps dans le couloir que d'autres véhicules arrêtés des deux côtés de la rue avaient retrouvé brusquement ; enfin, et c'est la cas la plus fréquente, l'engorgement ; voitures en trop grand nombre débouchant par toutes les voies à la fois. Il y a une cause qui domine toutes les autres ; il y a ce fait d'ordre général et qu'on ne pourra pas changer : c'est que le centre de Paris n'a pas été disposé pour permettre une circulation intensive ; or c'est justement vers le centre de Paris que s'effleure toute la circulation.

Automobiles, hippomobiles, triporteur, charrette à bras

Du siège de mon taxi, observatoire roulant, ce qui me frappe d'abord c'est la diversité des véhicules qui se trouvent agglomérés, groupés et pour ainsi dire bloqués dans le même coin au moment où se produit l'engorgement. Il me semble d'ailleurs — mais c'est pure impression — que l'engorgement se défait et, si l'on peut dire, se dissout d'autant moins vite que les véhicules groupés sont d'espèces